

SIROP D'RL

La gazette de la section SNJ-CGT du *Républicain Lorrain*



Radio gaga

Du nouveau dans l'oreillette des journalistes *RL* : l'injonction, à présent, de produire des podcasts. En plus des galeries photos, vidéos, breaking news, etc. Quelle réflexion, en amont, sur ce nouveau format ? Aucune. Quels moyens pour la réalisation ? On ne sait pas. Mais une fois encore, « il faut ». Rien de neuf, sur les ondes... A la différence, ici, que les « producteurs » visés n'ont même pas profité d'une pseudo formation. Et que, bémol à la rengaine, cette lubie ne fait pas partie des missions obligatoires. Il est donc permis de couper le son.

Elections : c'est parti !

Au *RL*, les élections pro débiteront ce lundi de Pâques, 1er avril. Ce n'est pas un poisson, même si elles avaient été envisagées en amont des fêtes de fin d'année, puis pour début 2024, avant d'être décalées, paraît-il, en raison de scrutins dans d'autres titres Ebra. Avec vote uniquement via internet, ce premier tour durera jusqu'au vendredi 5 avril, à 15h. Si besoin, le SNJ-CGT vous en redonne les modalités. Alors... ne nous posez pas de lapin !



Un pour tous, tous avec Porta

La docilité, ça s'apprend. La plupart des syndicats du *Républicain Lorrain* ont d'ailleurs intégré cette notion depuis longtemps. Mais pour ceux qui ont décidé de se bouger, histoire d'arriver à continuer à se regarder dans le miroir... pas simple !

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, parle ainsi de plus de 1000 militants de la Confédération générale du travail poursuivis par les tribunaux : « inédit depuis l'après-guerre ». On en est loin, au journal, vu que ça dort depuis longtemps. Mais ça pourrait arriver...

Voilà pourquoi s'unir est important. Et voilà pourquoi la section SNJ-CGT du *RL* a décidé de soutenir le camarade Christian Porta, ouvrier à l'usine Neuhauser de Folschviller pour - Ne riez pas -, « harcèlement moral contre la direction ». Oui, InVivo, le n°1 de l'agrobusiness en France, qui a racheté le site en 2021, n'apprécie pas que ça remue. Et notamment à la section syndicale CGT de la boîte de Moselle-est.

Il faut dire que cette dernière a obtenu, à force de se battre, de belles avancées sociales : le passage aux 32 heures hebdomadaires payées 35, des augmentations de salaires, l'arrêt des licenciements économiques, l'embauche de dizaines d'intérimaires, la distribution aux précaires de produits voués à la poubelle, etc.

Le délégué CGT fait donc l'objet d'une procédure de licenciement à titre conservatoire. Décision de l'Inspection du travail le 20 avril. D'ici là, et depuis le 7 février et le début de cette procédure, le copain Porta fait ce qu'il sait faire de mieux : agir, bouger, fédérer. Des rassemblements et/ou actions sont prévus. Un comité de soutien a été créé, en aide aux syndicalistes mosellans réprimés et réunissant de multiples partis, syndicats, associations, etc. Le groupe InVivo est tombé sur un os avec Christian Porta !

Come in We're
CLOSED

Où sommes nous ?

Les agences du RL n'ont plus le droit d'être ouvertes au public. Une petite feuille sur la porte renvoie les lecteurs qui auraient cru au beau slogan Ebra « #NousSommesLà » et souhaiteraient s'entretenir avec un membre de la Rédaction (assistantes ou journalistes), vers un service mystère (lire *Sirop* précédent). Mais un nouveau problème se pose : les passants voient de la lumière, devinent une présence, dans les agences... et du coup, essaient quand même d'entrer en contact avec la presse qui leur ressemble ! La réponse de la Direction ? Une marche arrière devant l'attachement des lecteurs à leurs agences locales ? Non... Plutôt des consignes pour rendre les assistantes invisibles, derrière des rideaux, ou dans des bureaux éloignés, des fenêtres et des rues passantes. Des travailleurs et travailleuses que l'on ne voit pas, c'est plus facile à faire disparaître...

« Pense pas bête »

Tout salarié peut demander à rencontrer le médecin du travail s'il pense sa santé compromise par ses conditions de travail. Les DRH ne sont alors pas informées de la démarche. Vous pouvez contacter l'Agestra pour prendre rendez-vous (03.87.63.36.15 ; ou par mail à sante-travail@agestra.org).

Rendez-vous mensuel
de l'équipe du SNJ-CGT
du Républicain Lorrain
(snjcgterv@gmail.com)

Libérez les faits-diversiers !

Les managers du pôle ERV se forment, paraît-il, au management. En miroir, le désastre humain dans les rangs du personnel pose question sur ce qu'ils apprennent. On parle aux salariés d'économies à tout va. Au vu du résultat, la meilleure économie ne serait-elle pas d'utiliser l'argent de cette formation ailleurs ? Pour une session « Faits divers » par exemple ? Afin de rafraîchir la mémoire de certains managers et leur expliquer comment, de nos jours, leurs confrères travaillent ? Ces fonds pourraient aussi être investis dans le salaire des faits diversiers/chroniqueurs justice, parmi lesquels on compte... un rédacteur stagiaire. Selon la grille du RL, lui devrait se concentrer sur les compte-rendu de manifestations locales. Point barre.

La concurrence nous grille des sujets ? On court après l'info ? Au lieu de rejeter cela sur les épaules de nos collègues, ne pourrait-on pas prendre du recul ? A Metz, le pôle FD/justice est « jeune ». Ses journalistes ont de l'expérience, mais peu d'années dans le secteur. A contrario de leurs homologues de l'ER, à Nancy. Eux ont le droit d'écrire 5 000 signes sur un sujet, si ça leur chante, et décident si leur enquête est prête ou pas pour publication ! Au RL, les faits-diversiers doivent souvent se cantonner à 1200 signes. Avec « push web » obligé, au plus vite.

Faut-il rappeler à la hiérarchie qu'un fait-diversier a besoin de temps pour se bâtir un réseau, enquêter, recouper ses sources ? Tout ça, en plus d'une présence requise aux assises, à la cour criminelle, sur tous les accidents quotidiens... ? Est-ce une bonne idée de lui affecter des tâches qui n'ont rien à voir avec sa mission ? Est-ce productif de le flicker à toute heure ? De couper ses articles parce que « y a pas de place », sinon pour une page entière sur les rencontres des Paraiges ?

Les faits divers et la justice sont le cœur de notre métier. Les papiers les plus lus sur le web et sur le print. Leurs auteurs devraient être chouchoutés ou, au minimum, écoutés. Ce n'est pas le cas. Evidemment, l'argent et les partenariats n'ont pas leur place ici...

Alors, à moins de lancer les Lauriers de la justice, pourrait-on juste les laisser travailler en paix ? Etre fait-diversier est un sacerdoce, une mission qui ne s'arrête jamais, même en repos. Et pas besoin de suivre une formation de manager pour affirmer que rendre leur liberté à ces reporters pourrait créer de bonnes surprises ! En plus d'être fiers de leur travail, de leur quotidien, de rendre fiers leurs collègues (et leur hiérarchie, qui sait ?), ils auraient des chances d'attirer des abonnés. Si le but d'un journal est toujours d'être lu...

